

LOI DE LA REPUBLIC POPULAIRE DE MONGOLIE SUR
LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS

Promulguée par Décret no. 167, en date du 12 octobre 1970, du
Présidium du Khural populaire suprême de la République
populaire de Mongolie.

I

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier - Les biens culturels appartenant aux organisations d'Etat, coopératives et sociales et aux citoyens de la République populaire de Mongolie font partie du patrimoine culturel et des richesses nationales produites par le génie et le travail de l'homme tout au long de l'histoire du peuple mongol et sont protégés par la législation de la République populaire mongole.

La recherche et la collecte des biens culturels, ainsi que le contrôle de leur préservation, de leur protection et de leur utilisation, constituent une fonction très importante des organes de l'Etat.

Article 2 - Sont considérés comme biens culturels de la République populaire mongole les biens se rapportant à l'histoire, à l'archéologie, à l'éthnographie et à la religion et se trouvant sur le territoire de la République populaire mongole à la surface du sol ou sous terre; d'art; les produits de l'art populaire; les documents d'archives les plus importants des organisations d'Etat, coopératives et sociales ainsi que des personnalités éminentes du monde des arts, de la science et de la culture; les biens culturels détenus par les institutions scientifiques, les musées et les entreprises du spectacle; les livres rares conservés dans les bibliothèques et les monuments particulièrement importants du mouvement révolutionnaire.

II

CATEGORIES DE BIENS CULTURELS

Article 3

Les biens culturels de la République populaire mongole sont classés en cinq catégories :

- 1) Monuments historiques : bâtiments, ensembles architecturaux, rues et places de villes ou d'agglomérations associés à des événements historiques et mémorables ;
- 2) Monuments culturels et archéologiques : figures sculptées de femmes ou de cerfs, inscriptions et dessins rupestres, stimuli, tombes, kheregouras, ruines de villes et d'habitats, monuments avec ou sans inscriptions ;
- 3) Documents ethnographiques : pièces du costume national, ornements, objets d'usage domestique, instruments du culte, produits artisanaux, outils, armes, jouets, divers ;
- 4) Oeuvres d'art : oeuvres des arts plastiques, chorégraphique et théâtral, oeuvres musicales, littéraires, architecturales et cinématographiques, ainsi que les meilleures oeuvres d'autres domaines artistiques, instruments des artistes populaires professionnels et monuments du talent et de la création artistique populaire.
- 5) Autres biens culturels : manuscrits, livres xylographiés et imprimés, originaux de livres et d'oeuvres rares, projets architecturaux, modèles d'oeuvres d'arts plastiques, partitions musicales, costumes et accessoires de théâtres, photographies d'intérêt historique et culturel, enregistrements, disques et films d'intérêt historique et culturel, etc., conservés dans les archives centrales ou locales, dans les musées et bibliothèques,

- 3 -

dans les collections des entreprises du spectacle et par les citoyens.

Article 3

Les biens culturels se divisent, selon leur caractère et l'intérêt qu'ils présentent, en biens d'intérêt national et biens d'intérêt mondial.

La liste des biens culturels d'intérêt mondial est établie conjointement par le Ministère de la culture et l'Académie des sciences de la République populaire mongole.

III

CONSERVATION ET PROTECTION DES BIENS CULTURELS DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE MONGOLE

Article 5

Les organisations d'Etat, coopératives et sociales et les citoyens de la République populaire mongole ont l'obligation de protéger les biens culturels d'intérêt exceptionnel qui sont en leur possession et de les faire inscrire sur le registre d'Etat.

L'inscription des biens culturels sur le registre d'Etat se fait par l'intermédiaire du Ministère de la culture de la République populaire mongole.

Article 6

Les biens culturels de la République populaire mongole sont placés sous la protection de l'Etat.

La responsabilité d'assurer l'intégrité et de la préservation des biens culturels de la République populaire mongole incombe au Ministère de la culture de la République populaire mongole et aux organes exécutifs des Khurals (assemblées) des députés du peuple des aimaks, des villes, des somons urbains et les khorons.

Les listes des biens culturels dont la protection incombe au Ministère de la culture de la République populaire mongole et aux organes

exécutifs des Kurals des députés du peuple des aimaks et des villes sont établies par le Conseil des Ministres de la RPM.

Les listes des biens culturels dont la protection incombe aux organes exécutifs des Kurals des députés du peuple et des somons urbains et des khorons sont établies par les organes exécutifs des Khurals des députés du peuple des aimaks et des villes, en accord avec le Ministère de la culture de la République populaire mongole.

Article 7

Afin de conserver les biens culturels dans leur état et à leur site d'origine :

(a) il est interdit de transporter ou de déplacer les biens culturels de la République populaire mongole ainsi que d'utiliser à des fins, économiques les terrains sur lesquels ils sont situés sans l'autorisation du Conseil des ministres de la RPM pour les biens culturels dont la protection incombe au Ministère de la culture de la RPM aux organes exécutifs des Khurals des députés du peuple des aimaks et des villes, et sans l'autorisation des organes exécutifs des Khurals des députés du peuple des aimaks et des villes pour les biens culturels dont la protection incombe aux organes exécutifs des Khurals des députés du peuple des somons urbains et des khorons;

(b) un dispositif spécial de protection est mis en place pour les biens culturels dont l'intérêt le justifie ;

(c) les organisations d'Etat, coopératives et sociales et les citoyens coupables d'avoir détérioré ou détruit des biens culturels et leur dispositifs de protection ont l'obligation de les remettre en leur état initial ou de compenser les préjudices causés.

Article 8

Les biens culturels présentant un intérêt particulier pour l'Etat et la société qui appartiennent à des organisations coopératives ou sociales ou à des citoyens peuvent être acquis par l'Etat d'accord avec leur propriétaire, ou sur décision du Conseil des Ministres de la RPM.

- 5 -

Le prix de ces biens est fixé d'accord entre la partie intéressée et le propriétaire. En cas de différend, celui-ci est porté devant la justice.

Article 9

Les citoyens de la RPM qui sont propriétaires de biens culturels peuvent, avec l'autorisation du Ministère de la culture de la RPM, les vendre, les donner ou les léguer à des personnes ou à des organisations. Cette disposition ne s'applique pas aux musées, archives et autres établissements qui sont chargés de conserver des biens culturels.

Article 10

Dans les projets d'urbanisme et les plans de construction ou de reconstruction de villes et d'agglomérations, les ministères et services ainsi que les organes exécutifs, des Khurals des députés du peuple des aïmaks et des villes ont l'obligation d'assurer l'intégrité et la préservation des biens culturels existants de la RPM.

Article 11

La recherche, la collecte, la mise en ordre et la protection des biens culturels, ainsi que le contrôle de leur condition sont la responsabilité du Ministère de la culture de la RPM et des organes exécutifs des Khurals des députés du peuple des aïmaks et des villes.

Article 12

Les biens culturels placés sous la protection de l'Etat ne peuvent faire l'objet d'études et de recherches qu'avec l'autorisation et sous le contrôle de l'Académie des sciences, de la RPM.

Article 13

Les organisations d'Etat, coopératives et sociales et les citoyens de la RPM procèdent en cas de nécessité, à l'étude et à la publication des biens culturels dans l'intérêt de la société et de la science, conformément aux dispositions de la présente Loi et aux autres textes législatifs pertinents de la RPM.

Article 14

L'utilisation des biens culturels et de la RPM et des documents d'archives rares se fait conformément à la procédure établie.

Article 15

Une commission d'experts est créée par l'Académie des sciences conjointement avec le Ministère de la culture de la RPM pour examiner les questions concernant l'identification, l'utilisation, la vente, l'exposition et la reproduction des biens culturels ainsi que toutes autres questions relatives à ces biens.

La reproduction, la restauration et la réparation des biens culturels, sur la base des décisions de la Commission d'experts, se font avec l'autorisation et sous le contrôle de l'Académie des sciences et du Ministère de la culture de la RPM.

Article 16

La question de l'exportation de biens culturels hors des frontières de la RPM relève de la compétence exclusive du Conseil des ministres de la RPM.

Article 17

Les biens culturels rares particulièrement précieux appartenant aux organisations d'Etat, coopératives et sociales ou aux citoyens de la RPM ne peuvent ni faire l'objet de donations ou de legs à des personnes ou à des organisations étrangères, ni être exportés hors des frontières de la République, ni être mis en vente sur le marché intérieur ou extérieur, sans l'autorisation des organes compétants.

Article 18

Les particuliers qui découvrent des biens culturels rares d'une particulièrement précieux reçoivent de l'Académie des sciences et du Ministère de la culture de la RPM une récompense fixée sur la base des décisions de la Commission d'experts.

- 7 -

IV

INFRACTIONS AUX REGLES

DE CONSERVATION ET DE PROTECTION DES BIENS

CULTURELS DE LA RPM

Article 19

Quiconque aura gravement enfreint les règles de conservation de protection et d'utilisation des biens culturels de la RPM sera passible de poursuites judiciaires.

Article 20

Quiconque aura enfreint la législation sur la protection des biens culturels de la RPM sera, selon la gravité de l'infraction et pour autant que celle-ci ne donne pas lieu à poursuites judiciaires, passible d'une amende de 50 à 200 tougriks, infligée par les organes exécutifs des Khurals des députés du peuple des aïmaks et des villes des somons urbains et des khorons.